

Anélie Prudor est doctorante en anthropologie au LISST - Centre d'anthropologie sociale. Ses recherches concernent les rapports entre mémoire(s) et histoire de la Seconde République espagnole, de la guerre d'Espagne et de l'exil républicain en France. Son travail développe un aspect comparatif, en incluant la question transfrontalière entre Sud-Ouest français et Aragon.

Mots-clés : guerre d'Espagne — associations — mémoires — histoire — terminologie historique

Des entrepreneurs de mémoire producteurs d'histoire. Des controverses actuelles sur l'évocation de la guerre d'Espagne et l'exil républicain dans le Sud-Ouest de la France

Anélie Prudor,

université Toulouse - Jean Jaurès/LISST-CAS

L'opposition entre Mémoire et Histoire est un révélateur des affrontements observables dans la longue durée, surtout à propos de périodes de conflits et de guerre dont les séquelles, souvent douloureuses, se font longtemps sentir. Comme l'écrit J.-C. Martin, « l'une, l'Histoire, accuse l'autre d'invention, cette dernière, la Mémoire, se défend en invoquant la censure idéologique si bien que chacune tient sa partition : histoire scientifique 'froide' versus mémoire 'chaude' partisane » (2000 : 788-789). Cela ne signifie pas pour autant que les défenseurs d'une histoire critique, le plus souvent des universitaires soucieux de maintenir l'objectivité de leur discipline, ne puissent être eux-mêmes des entrepreneurs de mémoire, d'une mémoire légitimée à leurs yeux par une démarche historique scientifique. Dès lors qu'ils cèdent à la tentation de la commémoration sous forme de célébration, souvent à travers des actes publics qui revêtent un caractère plus ou moins « officiel », ils s'exposent à la critique de ceux-là mêmes qu'ils renvoyaient un peu rapidement du côté de la « mythification » et de la « chaleur partisane ». Il en résulte que la distinction entre Mémoire et Histoire est elle-même l'objet de controverses dont les historiens de profession ne peuvent pas toujours s'extirper aisément.

Nous voudrions illustrer ce fait dans les pages qui suivent en rapportant des controverses actuelles à propos d'initiatives mémorielles récentes concernant l'exil espagnol dans le Sud-Ouest de la France à l'issue de la guerre d'Espagne de 1936-1939, tout en mettant en évidence la porosité des frontières entre mémoire et histoire, surtout quand les entrepreneurs de mémoire se donnent pour tâche non seulement d'écrire leur histoire (ou l'histoire des leurs) mais d'appeler tous les historiens (tout type d'historiens) à réécrire l'Histoire¹.

Le 8 novembre 2013, à l'occasion d'un colloque intitulé « La guerre d'Espagne et la France », une joute verbale oppose les membres actifs de deux associations montalbanaises. Elle fait suite à la conférence d'un historien qui a utilisé à plusieurs reprises les mots « guerre civile espagnole ». Un des auditeurs intervient dès l'ouverture des débats :

« Je voudrais vous faire part d'une souffrance que vous m'avez infligée durant votre intervention. [...] Ce terme de guerre civile, d'où il sort ? Des républicains ? Pas du tout. J'ai ici les discours de Manuel Azaña, [dans lesquels] il explique très clairement : un *pronunciamiento* en Espagne a tenté de faire une guerre civile, il a duré 48 heures. C'est Azaña qui le dit, c'est les républicains qui le disent ! Quand les républicains font des affiches, ils montrent une espadrille catalane qui écrase quoi ? Le joug et les flèches de Franco ? Pas du tout, la croix gammée. Quand ils montrent les prétendus *nacionales*, c'est un bateau avec les Maures, le Vatican, les Allemands, les Italiens, pas d'Espagnols là-dedans. [...] C'est Franco qui veut que ce soit une guerre civile parce que ça l'arrange, parce que 'guerre civile' et *dos bandos* : mon camp a gagné donc je suis légitime. [...] Guerre civile, c'est un terme de propagande fasciste. Et pourquoi ça a fait florès ? Parce que ça arrange beaucoup les gens de la non-intervention : c'est une guerre civile, on ne s'en mêle pas. [...] Mon père, il ne m'a jamais dit qu'il avait fait une guerre civile [...]. Après, oui, au fur et à mesure que les terrains sont conquis, on va intégrer dans l'armée franquiste, dans ces troupes fascistes, le frère, le père de celui qui défendait sa République ! Le peuple espagnol, il s'est soulevé contre sa République ? Pas du tout ! » (Président de l'association « Mémoire de l'Espagne républicaine du Tarn-et-Garonne », 8 novembre 2013).

La réponse est cinglante :

« Je ne voudrais pas laisser sans réponse le révisionnisme historique que vient de nous proposer Monsieur [...]. Je ne sais pas où il a étudié l'histoire, mais en ce qui me concerne, je peux lui fournir dix citations de Manuel Azaña où il utilise le terme de guerre civile. [...] Enfin, on ne peut pas caricaturer et mutiler à ce point la réalité. De même que votre commentaire sur la fameuse affiche des *nacionales* où, soi-disant, il n'y a pas un Espagnol dans la représentation qui en est faite, eh bien permettez-moi de vous dire que si un étudiant nous disait ça en première année, il aurait redoublé ! Comme

¹ Véronique Moulinié et Sylvie Sagnes (2011) ont abordé cette question principalement pour les Pyrénées-Orientales et la région Languedoc-Roussillon. Dans le présent article, il s'agit d'interroger les relations complexes entre mémoires et histoire dans un espace plus restreint, celui du Tarn-et-Garonne. L'enquête de terrain régulière et prolongée (quatre ans) dans ce département est motivée par la présence de deux associations singulières dans le paysage mémoriel et par l'existence d'un lieu de mémoire emblématique de la Seconde République espagnole.

historien, Monsieur, vous avez encore des progrès à faire, comme idéologue et comme homme politique, c'est autre chose, mais comme historien, franchement, *suspense* ! » (Président de l'association « Présence de Manuel Azaña », 8 novembre 2013).

Cet épisode se déroule dans le cadre des journées organisées annuellement par l'association « Présence de Manuel Azaña² » (PMA). Celle-ci, fondée en 2006, présente une spécificité dans le paysage associatif : sa constitution est l'œuvre d'universitaires (historiens et hispanistes). Elle comporte, en plus du bureau, un comité scientifique qui organise chaque année un colloque de deux jours. Ce dernier permet d'amorcer, grâce aux communications de chercheurs français ou espagnols, des réflexions sur des thèmes précis de la guerre, de l'exil, etc³. En plus de ce temps scientifique, un hommage, un « banquet festif » et des actions culturelles (pièce de théâtre ou concert) sont proposés.

L'association PMA fait valoir son attachement spécifiquement historique, tout en réaffirmant sa volonté de neutralité politique⁴ :

« [C'est une] structure où on fa[ic] une place importante à la recherche et à la connaissance historique en particulier mais aussi autre, elle peut être littéraire, artistique éventuellement [...]. Mais l'histoire doit y tenir – quand il s'agit d'un épisode comme ça du passé – un rôle majeur. [...] Il ne s'agit donc pas de faire un parti ni un groupe de pression politique, ce n'est pas l'objet [...] évit[ons] les formes de récupération » (Président de PMA, 28 novembre 2013).

L'association « Mémoire de l'Espagne Républicaine du Tarn-et-Garonne » (MER 82), fondée en 2007, se consacre, elle, à la valorisation et la reconnaissance de la mémoire⁵ de la Guerre et de l'exil républicain en France, sa récupération ou encore sa valorisation. Elle est composée dans sa grande majorité de descendants de républicains espagnols contraints à un exil de longue durée à la suite de la guerre d'Espagne et installés en France.

Lorsque le président de MER 82, fils d'un républicain espagnol, prend la parole lors des débats pour faire part de sa « souffrance », il souligne la très forte charge émotionnelle que comporte cette mémoire, transmise par son père. Le président de PMA, historien universitaire à la retraite, par l'utilisation de l'expression « révisionnisme historique » prend à parti son interlocuteur et renvoie son

² Manuel Azaña (1880-1940), homme politique espagnol membre d'*Izquierda Republicana*, a été président du conseil des ministres (14 octobre 1931-12 septembre 1933, 19 février 1936-10 mai 1936) avant d'être président de la Seconde République (11 mai 1936-27 février 1939). Il est mort en exil à Montauban.

³ Les premières journées, organisées en 2006, s'intitulaient « Manuel Azaña et la France ». Parmi les thèmes abordés depuis, nous pouvons citer : en 2012, « La République espagnole et l'Afrique du Nord » ; en 2014, « La Seconde République espagnole, 1931-1936 : entre réforme et révolution » ; en 2015, « Guerre d'Espagne, 1936-1939 : entre réforme et révolution », etc.

⁴ Ce qui n'empêche pas qu'individuellement certains des membres participent à la vie politique locale ou nationale par des mandats d'élus.

⁵ Nous faisons ici référence aux réflexions proposées par Marie-Claire Lavabre sur l'usage de ce terme : « 'La mémoire collective' ne s'exprime pas nécessairement dans les usages les plus étroitement institutionnels ou politiques du passé, en revanche, la question des conditions sociales de production des représentations partagées du passé, ou – autre manière de dire les choses – les mises en récit publiques ou autorisées du passé, qui donnent finalement sens aux souvenirs individuels, reste pertinente » (Lavabre, 2000 : 55).

intervention à la sphère idéologique. Au-delà de cet échange, dont la violence ne peut être niée, la manière dont les deux interlocuteurs marquent et valorisent leurs places respectives (de descendant et d'historien), tout en assignant à l'autre un statut critiquable, attire immédiatement l'attention.

Des revendications concernant la manière de nommer la guerre se font entendre. « De nouvelles luttes sociales se sont alors formulées par le biais de ce vocabulaire de la mémoire pour revendiquer [...] une intégration dans la mémoire nationale de certains passés » (Ledoux, 2017 : 123). Ce faisant, l'histoire, telle qu'elle est écrite, travaillée et transmise aujourd'hui par les historiens universitaires, est critiquée. Les militants mémoriels souhaitent voir rétablir ce qu'ils considèrent comme un manque et une injustice dans l'histoire. Cependant, si l'on observe l'ensemble des activités proposées par PMA, l'association universitaire, l'aspect mémoriel est évident et révèle les enjeux propres à l'imbrication entre mémoire(s) et histoire.

« Paix, pitié et pardon⁶ » ?

PMA organise annuellement un rassemblement sur la tombe de Manuel Azaña, située à Montauban. Le samedi 7 novembre 2015, par exemple, ses membres viennent rendre hommage au dernier président de la République espagnole. Plus de 150 personnes, civils et élus locaux (conseillers généraux, régionaux et représentants de la mairie), avancent dans un ordre très codifié jusqu'à la tombe, au-dessus de laquelle un drapeau républicain espagnol est hissé sur un mât. Certains des participants arborent écharpes ou broches aux couleurs de la République mais aucun drapeau brodé aux noms des « associations amies » présentes (groupes bordelais, toulousain, montalbanais, etc.) n'est brandi. Après le dépôt des gerbes, une minute de silence et un bref discours du président de l'association, la cérémonie prend fin sur un chant entonné par la chorale du collège Olympe de Gouges, une création originale sur un texte d'Albert Camus⁷. Une partie du groupe se dirige ensuite vers un restaurant pour le banquet républicain, temps de partage et de convivialité.

En plus de sa participation à l'écriture de l'histoire « officielle » des épisodes de la guerre et de l'exil, l'association PMA investit également le terrain mémoriel lors de cet hommage annuel.

La notoriété de cette association et les réseaux qu'elle mobilise contribuent à sa reconnaissance institutionnelle à l'échelle transfrontalière. Prenons pour exemple la venue à Montauban, le 17 janvier 2015, de José Luis Rodríguez Zapatero⁸, ancien chef du gouvernement espagnol. Présent à Toulouse pour la remise du titre de docteur *honoris causa* de l'université Toulouse 1 - Capitole, c'est à sa demande qu'il est venu se recueillir sur la tombe de Manuel Azaña, accompagné des membres de l'association et d'environ 150 personnes. À cette occasion, il a déposé « dans une boîte à lettres en souvenir de l'ancien chef d'État espagnol, [...] le préambule de la loi sur la 'mémoire historique' adoptée fin 2007 par le parlement espagnol afin de rendre 'hommage à toutes les personnes ayant perdu leur vie, leur famille, leur patrie' pendant la guerre civile (1936-39) et la dictature de Francisco Franco (1939-75) » (*L'Indépendant*, « L'hommage rare de

⁶ Mots tirés d'un discours de Manuel Azaña le 18 juillet 1938, mairie de Barcelone.

⁷ Discours prononcé le 22 janvier 1958.

⁸ Chef du gouvernement espagnol entre 2004 et 2011.

Zapatero à Manuel Azaña, l'ancien président de la république espagnole », 18 janvier 2015 ; les italiques sont de l'auteur de l'article). Après avoir déposé une gerbe de fleurs, l'ancien chef de gouvernement a visité le collège Manuel Azaña avec des représentants du conseil général, le préfet, une députée, etc. Cette visite a été largement relayée par la presse française et espagnole (*ABC, El País, La Dépêche du Midi, L'Indépendant*, etc.).

L'histoire, telle qu'elle est portée par PMA, est bien une histoire universitaire mais elle est aussi celle, « officielle », reconnue par les institutions politiques en France et en Espagne. C'est cette histoire « officielle », universitaire et institutionnelle, qui est remise en cause par certains des membres de MER 82. À cet égard, la tombe de Manuel Azaña, dont l'entretien est à la charge de PMA, mérite d'être observée plus en détail.

À l'entrée du cimetière urbain de Montauban, une plaque indique aux visiteurs le trajet à suivre pour la rejoindre. Au-dessous,



Fig.1 - La tombe de Manuel Azaña à Montauban

une courte biographie reprend les grandes étapes de la vie du dernier président de la Seconde République espagnole. Une boîte à lettres, aux couleurs du drapeau républicain espagnol et gravée au nom de Manuel Azaña, recueille les messages des passants. Ces deux initiatives sont le fait de PMA, qui a également participé à la rénovation de la tombe. Sur cette dernière, une sculpture intitulée *La déchirure*⁹ a été inaugurée le 27 octobre 2008 par l'association. Enfin, sur l'avant du caveau, une plaque, rédigée en espagnol, précise : « Président de la Seconde République espagnole de 1936 à 1939. Né à Alcalá de Henares le 10 janvier 1880. Exilé en France le 5 février 1939. Réfugié à Montauban le 1^{er} juillet 1940. Mort le

3 novembre 1940. Ses derniers mots à ses compatriotes en guerre furent : Paix, Pitié, Pardon » (la traduction est la mienne).

Lors d'une après-midi de discussions-débats organisée à Toulouse par le CIIMER¹⁰ et une de ses associations adhérentes, la seconde intervention s'intitule : « Guerre d'Espagne 1936-1939 : une guerre pas si civile qu'on le dit ! Pourquoi ? ». À cette occasion, l'un des orateurs, membre de MER 82 et ancien président du comité de pilotage du CIIMER explique :



Fig.2 - La plaque apposée sur la tombe de Manuel Azaña

⁹ Il s'agit d'un bloc de pierre qui s'ouvre en forme de V avec, en son centre, des larmes en verre bleuté et des gouttes de sang en verre rouge.

¹⁰ En 2012, afin de se donner une assise plus étendue, MER 82 impulse un rassemblement d'associations (au nombre de 42 en avril 2012) à l'échelle internationale. Ce nouveau rassemblement, nommé Centre d'interprétation et d'investigation de la mémoire de l'Espagne républicaine (CIIMER), organise des actions mémorielles, des colloques, des spectacles, etc.

« Sur cette fameuse tombe d'Azaña, il y a cette plaque [...]. On rappelle ce propos de Manuel Azaña : Paix, Pitié, Pardon. Ceux qui ont fait le choix de mettre cette parole-là, d'Azaña : c'est un choix discutable. [...] Ce qui est important, c'est que vous voyez, les gens bien intentionnés qui ont mis cette plaque, ils mettent que c'est *su última palabra*, ses derniers mots. [...] Vous voyez comment on manipule un peu les choses. Sur une pierre tombale, où les gens vont venir, où ils vont mettre un petit mot dans la boîte aux lettres en se disant 'Qu'est-ce qu'ils sont bien d'avoir fait ça !' Oui, ils ont fait ça, mais ils ont quand même trituré la réalité. Ce n'est pas son dernier mot ! Il l'a dit un 18 juillet ! Et bien que l'association soit ce qu'elle est, il a dit 'Paix, Pitié, Pardon', [mais] il n'a pas dit que ça, il a dit des choses après, il n'a pas démissionné le 18 juillet [1938] » (25 avril 2015).

Au-delà de la tombe ou des aménagements réalisés, la légitimité de certains professionnels est clairement remise en cause. Si en 1978, Pierre Nora affirmait : « L'histoire s'écrit désormais sous la pression des mémoires collectives » (Nora, 1978 : 400), il semble qu'aujourd'hui, certains « mémorialistes » se positionnent comme les plus à même d'écrire le récit historique. Ils remettent en cause l'historiographie dominante et s'opposent à une histoire universitaire « désincarnée ». Ainsi, la mémoire des exilés républicains est-elle relayée par leurs descendants actuels dans ce qu'ils perçoivent comme une continuité, légitimée par leur rôle d'héritiers.

Un complexe mémoriel et historique

Les membres de MER 82 et du CIIMER se rendent eux aussi, tous les ans, sur la tombe de Manuel Azaña afin de rendre hommage au dernier président de la Seconde République espagnole. Ce regroupement est le plus souvent organisé la semaine précédant celui de PMA.

Ainsi, le 1^{er} novembre 2015, à l'occasion des 4^{es} journées du CIIMER, une centaine de personnes se rassemblent sur le parking du collège Manuel Azaña, inauguré en 2009 à Montauban. Les participants, français et espagnols, brandissent des drapeaux républicains et se dirigent vers le cimetière. Une fois sur place, après avoir rappelé les faits historiques et quelques anecdotes, les différents représentants d'associations déposent des gerbes de fleurs et prononcent quelques mots. L'hommage est rendu dans le recueillement et plusieurs chants (*La Marseillaise* en espagnol et *El paso del Ebro*) sont entonnés. Après un temps consacré aux photographies, individuelles ou de groupe, les participants se dirigent vers le restaurant de l'hôtel où est décédé Manuel Azaña, 75 ans plus tôt, afin de partager le repas, dernier acte des journées.

Lors de cette commémoration, au-delà de la personne de Manuel Azaña, les membres des associations souhaitent rendre hommage à la mémoire des anonymes. C'est ce que laisse entrevoir le président du comité d'animation du CIIMER lors de la journée du 1^{er} novembre 2015, alors qu'il expose le déroulement de la matinée à l'assemblée : « On va faire les interventions prévues. [Puis], on fera l'hommage non seulement à Manuel Azaña mais à tous les morts pour la liberté, en Espagne et en France, républicains espagnols ». Dans son intervention, il raconte l'enterrement de Manuel Azaña et explique à l'assistance que l'épouse du défunt désirait une cérémonie religieuse pour les funérailles. Si l'intérieur de la cathédrale

de Montauban accueillait de nombreuses personnalités officielles, de nombreux républicains espagnols s'étaient rassemblés sur la place où devait s'effectuer la sortie du cercueil. Sur le parcours de ce dernier vers la cathédrale, ils s'en saisirent pour le transporter, à dos d'hommes, jusqu'au cimetière. Durant la cérémonie de 2015, la figure de Manuel Azaña n'est qu'un emblème, sa tombe et le rassemblement qui y est organisé rendent plus largement hommage à la Seconde République espagnole, aux inconnus et aux anonymes, aux exilés, à leur courage et à leur engagement.

Au-delà de cet hommage annuel, MER 82 et le CIIMER ont à cœur de réhabiliter un ensemble de « lieux de mémoire » à l'échelle du territoire montalbanais. Depuis sa création, MER 82 organise chaque année une marche reliant deux lieux importants de la mémoire des républicains espagnols dans le Tarn-et-Garonne : la gare de Borredon et le « camp de concentration¹¹ » de Judes, éloigné de 6,5 kilomètres. Entre le 5 et le 12 mars 1939, ce sont près de 16 000 Espagnols qui ont transité par cette gare¹² pour être conduits au camp. Jusqu'en 2002, elle a hébergé un hôtel-restaurant avant d'être laissée à l'abandon. Lors d'une marche, « compte tenu de la charge historique qu'il y a sur ces murs » (Président de MER 82, 9 mars 2013), l'idée est née de la racheter afin de mettre en valeur la spécificité de la mémoire espagnole dans la région. Dix ans après sa mise en vente, MER 82 en est devenue propriétaire.

Afin de rassembler au-delà du Tarn-et-Garonne et de fédérer les associations autour de la gare, celle-ci devient aussi le siège du CIIMER et est inaugurée en tant que tel le 7 avril 2012 en présence de personnes venues de France, mais aussi d'Espagne¹³. Le CIIMER s'intéresse à d'autres lieux de mémoire locaux et propose la constitution d'un « complexe mémoriel » (terme utilisé par mes différents interlocuteurs depuis les débuts de mon enquête). En plus de la gare et du camp sont inclus dans ce projet le « cimetière des Espagnols » de Septfonds où sont enterrés 81 morts du camp¹⁴ et la tombe de Manuel Azaña, un lieu parmi d'autres dans le réseau.

Le CIIMER organise des actions dans la gare, programme des activités afin de « faire vivre cette mémoire », pour reprendre les mots de l'ancien président du comité d'animation. L'intérêt que l'association porte à cette gare est ancré dans l'engagement des militants, des entrepreneurs de mémoire qui (ré)insufflent aux bâtiments leur charge mémorielle :

¹¹ Il s'agit du terme employé par mes interlocuteurs sur le terrain. Il a été utilisé par les autorités de la Troisième République française à partir de janvier 1939, mais rapidement abandonné au profit de « camp d'internement ».

¹² Chiffres issus de recherches historiques menées dans un premier temps par des militants associatifs.

¹³ En mars 2016, le CIIMER regroupe 48 associations françaises, espagnoles, marocaines et belges, organisées autour d'un comité d'animation et d'un comité de pilotage. Le second a pour objectif de définir les orientations privilégiées, alors que le premier est composé de membres des associations situées dans une aire géographique plus restreinte afin d'avoir une meilleure réactivité.

¹⁴ Le cimetière a été réhabilité en 1975 par un exilé espagnol passé par ce camp. Pour plus d'informations, voir le travail de Zorzin, 2000.

« Cette gare, avec le camp [...] et avec le cimetière des Espagnols, a été inscrite au patrimoine mémoriel et historique de la France. [...] C'est maintenant une inscription officielle, qui a été signée par le préfet de région le 9 septembre [2011]. [...] C'est un patrimoine immatériel, [...] c'est-à-dire que la mémoire, ce n'est pas la gare ! La gare [n'a] pas un intérêt architectural, elle a été inscrite parce qu'il y a eu ces associations, et MER entres autres, qui se sont portées garantes de cette mémoire [...]. Avec le camp et avec la gare, c'est un ensemble mémoriel extraordinaire » (9 mars 2013).

MER 82 et le CIIMER revendiquent un travail à la fois mémoriel et historique, comme énoncé clairement lors de l'inauguration : « Avec le CIIMER, nous voulons redécouvrir, sauvegarder et faire connaître ce que fut la réalité historique de ces débuts de la [Deuxième] Guerre mondiale et des conséquences de la guerre d'Espagne » (Président de MER 82 et du comité d'animation du CIIMER, 7 avril 2012).

Parmi les personnes rencontrées à Borredon (membres du MER 82 et/ou du CIIMER) figurent plusieurs « producteurs d'histoire ». Ces passionnés, des non-professionnels mais formés pour certains à la méthodologie historique par un cursus universitaire, sont des habitués des archives locales ou nationales et ont parfois à leur disposition des documents familiaux inédits. Au sein des entrepreneurs de mémoire, ces fils et filles, petits-fils et petites-filles d'exilés espagnols, nous avons rencontré d'anciens instituteurs, des professeurs de collège ou lycée (entre autres d'histoire-géographie ou d'espagnol), des agriculteurs, des artisans ou encore de très nombreux retraités du secteur tertiaire. Les personnes mobilisées dans cette étude – un infirmier psychiatrique (président de MER 82 et ancien président du comité d'animation du CIIMER), un médecin généraliste (actuel président du comité d'animation du CIIMER) et un professeur honoraire (informatique) de l'université de Toulouse (ancien président du comité de pilotage du CIIMER) – sont toutes à la retraite. Notons que l'inscription sociale et professionnelle des protagonistes leur permet de mettre en avant des arguments pour légitimer leurs activités (rigueur de travail, capacités d'orateurs, précision et minutie de leurs recherches, etc.) tout autant qu'elle permet de leur ouvrir certaines portes¹⁵.

Ils rédigent, pour les plus actifs, des ouvrages, des biographies, des articles dans des bulletins, etc. Citons, pour les sources écrites, les *Bulletins trimestriels de l'AAGEF-FFI*, des brochures thématiques telles que les *Cahiers Espagne au Cœur*, ou encore des blogs, des interventions dans les réseaux sociaux, etc. Pour les communications, les associations organisent très fréquemment des colloques ; les orateurs, membres du CIIMER participent également à des rencontres-débats à l'invitation d'universités populaires. Certains s'insèrent même dans des colloques organisés dans le cadre universitaire, en répondant à des appels à communication.

Le rachat de la gare pour y créer un « centre d'interprétation et d'investigation » a eu pour objectif de poursuivre ces recherches, de favoriser la conservation

¹⁵ D'autres enjeux et perspectives d'analyse, liés à cette enquête, sont ainsi sous-jacents à ce sujet mais le format de cet article ne permet pas de développer plus en avant.

d'archives (photographies, témoignage, documents, etc.) ou encore de tenter d'établir des listes les plus fiables possibles pour recenser les exilés passés par ce lieu. Entre mémoire et histoire, la frontière est assez floue, les allers et retours entre l'une et l'autre sont de plus en plus fréquents. Les entrepreneurs de mémoire deviennent progressivement des producteurs, des promoteurs et des diffuseurs d'histoire.

Le 25 avril 2015, lors d'une après-midi de débats organisée à Toulouse par le CIIMER et l'une de ses associations adhérentes, la première intervention concerne un épisode méconnu de la guerre d'Espagne : le massacre de la route Malaga-Almeria du 8 au 12 février 1937. Le qualificatif d'« épisode méconnu » est utilisé très fréquemment par mes interlocuteurs pour évoquer différents événements de la guerre d'Espagne, de l'exil en France ou même de la participation des républicains espagnols à la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agit bien de participer à la (re)connaissance, par le public et les institutions, de ces épisodes historiques.

Cette volonté de mettre à jour des facettes de l'histoire « restées dans l'ombre » contribue à la lutte pour une réhabilitation de la mémoire et pour la dignification¹⁶ des morts. La mémoire portée par les derniers témoins et leurs descendants, et son inscription dans l'histoire représentent un enjeu majeur pour ces associations. Il s'agit de (ré)écrire l'histoire en France parce qu'elle est perçue par eux comme tronquée, faussée, mais aussi en Espagne parce que les années de dictature et le pacte du silence en ont occulté certains aspects¹⁷.

L'histoire comme (re)connaissance du vécu

La justesse des noms et la vérité des faits

La première vérité à rétablir, la joute verbale évoquée au début de cette contribution l'a bien montré, c'est celle qu'indiquent les termes même à l'aide desquels les faits historiques sont nommés. Les faits mais aussi les lieux où ces faits sont advenus. Sur notre terrain, la question des camps et de leur désignation est une question cruciale. S'ils ont été nommés camps de « concentration » dès les premiers mois de 1939, l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale a amené les historiens professionnels à réévaluer le cas français et à les qualifier le plus souvent de camps « d'internement ». De nos jours, pour de nombreuses associations de descendants, il est important de rétablir le qualificatif initial. Pour le président de MER 82, « c'est une insulte à nos pères de leur dire qu'ils étaient dans des camps d'internement ! » (24 avril 2013). Il souligne très clairement l'importance du vécu, sa nécessaire prise en considération en rapport avec la mémoire transmise et la vision actuelle de l'histoire par les universitaires.

Premier geste symbolique fort : rétablir la vérité sur les plaques commémoratives. À Borredon, dès 2000, l'ancien propriétaire de la gare, intrigué par les fréquentes visites de familles de réfugiés, se renseigne et fait installer une plaque indiquant le passage par cette gare d'exilés espagnols en direction du camp d'internement de Septfonds. Le conservateur honoraire du musée de la Résistance

¹⁶ Terme tiré des revendications espagnoles (*dignificación*) afin de rendre leur dignité aux victimes, morts et disparus de la guerre mais aussi aux personnes emprisonnées, spoliées de leurs biens, maltraitées par les institutions franquistes, etc.

¹⁷ Pour une réflexion sur les évolutions historiographiques, voir, entre autres, Richard et Vorms (dir.), 2015.

et de la Déportation de Montauban conseille le restaurateur sur la phrase à inscrire. « Du 5 au 12 mars 1939, 16 000 républicains réfugiés espagnols fuyant le franquisme arrivent en gare de Borredon et gagnent à pied et en rase campagne le camp d'internement de Septfonds en construction » (texte de l'ancienne plaque). En 2011, l'une des premières actions du CIIMER est de remplacer la plaque existante. La seule modification apportée est le terme de « concentration » qui remplace celui d'« internement ». Mais plusieurs membres affirment que si le CIIMER a fait en sorte de rétablir cette « vérité », ce n'est pas le cas pour d'autres lieux :

« Au camp de Gurs, il y avait un panneau [...] : 'Ici se trouvait le camp de concentration français de Gurs où furent internés', ... et vous avez les chiffres. Ce panneau a pourri, on l'a remplacé. On a pris le texte : '3 000 combattants républicains espagnols, 7 000 volontaires des brigades internationales, 120 patriotes résistants français'. On sait aujourd'hui que ces chiffres sont faux mais on a repris les mêmes [...] et on a mis : 'Ici se trouvait le camp d'internement français de Gurs'. Et ceci a été fait bien après. Ça s'appelle du révisionnisme ! Nous, quand on a acheté la gare, ce panneau existait déjà, il a été posé en 2000. Et il portait : 'Du 5 au 12 mars 1939, 16 000 républicains espagnols fuyant le franquisme arrivent en gare de Borredon et gagnent à pied en rase campagne le camp d'internement de Septfonds'. Nous avons enlevé la plaque [...] et on a remis dans le texte 'camp de concentration'. Je dois vous dire qu'on ne s'est pas fait que des amis ! » (Président de MER 82, 9 mars 2013).

Lors de la marche de Borredon, les mémoires des pères et mères sont rappelées avec pour objectif de les réinscrire dans une « histoire officielle française », et ce au travers de revendications d'abord terminologiques :

« C'est l'infâme Pétain qui requalifia du terme 'internement' ces camps français, tout en gardant la terminologie 'concentration' à ceux du Vernet et de Rieucros. C'est dire combien ce recul sémantique, pourtant largement répandu en France, au prétexte de confusion avec les camps d'extermination nazis, ramène à cette période peu glorieuse et définitivement condamnée par l'Histoire. Cette confusion, nos pères ne la faisaient pas, car, bien souvent, ils connurent les deux. [...] Il y a parmi nous quelques témoins ayant subi ce traitement et qui pourront, pour la Mémoire, et comme d'autres l'ont déjà fait avant de disparaître, raconter ce que fut cette réalité que certains voudraient édulcorer¹⁸ » (inauguration de la gare de Borredon, discours du président de MER82 et du CIIMER, 7 avril 2012).

La connaissance du passé est ici inséparable de la (re)connaissance des lieux réactivée périodiquement par le parcours mémoriel organisé par et pour les « descendants ». Depuis dix ans¹⁹, MER 82 organise une marche entre la gare de Borredon et le camp de Judes. Après s'être rassemblés devant la gare, les participants (environ 200 le 12 mars 2016) hissent leurs drapeaux et débentent la randonnée. Les discussions informelles que j'ai pu avoir lors de ces marches confirment que les personnes présentes sont des fils et filles de républicains

¹⁸- Voir : <http://mer82.eu/discourinaugurat/index.html> [en ligne].

¹⁹- Le 12 mars 2016 s'est tenue la « 10^e marche mémorielle ».

espagnols exilés et qu'ils ont dans leur quasi-totalité une attache familiale avec ce lieu. Le 9 mars 2013, lors de ma première participation, alors que nous nous engageons sur un sentier entouré de champs, le groupe de marcheurs dans lequel je me suis insérée m'explique que le camp était localisé à cet endroit. Ils m'incitent aussi à prendre en photo un corps de ferme, lieu de logement des surveillants. Leur connaissance de la topographie de l'ancien camp est très précise. Cette marche participe à une remémoration collective, annuelle, qui permet de lier mémoire(s) familiale(s) et mémoire(s) collective(s) au sein de l'association. Maurice Bloch souligne à juste titre que « la topographie, lorsqu'elle est, comme dans le cas qui nous occupe, lourde d'histoire, est une composante particulièrement signifiante dans la mesure où elle permet au sujet de se réapproprier plus facilement l'événement comme s'il en avait vraiment été le témoin » (Bloch, 1995 : 60).



Fig.3 - L'ancien camp de Judes à Septfonds

Les mémoires, individuelles, familiales, associatives, etc., sont réactivées lors de cette marche. (Re)vivre la marche des pères et mères, plus de 70 ans après, offre la possibilité aux militants mémoriels d'expérimenter physiquement le vécu de leurs aïeux. Cette marche est également un moment de partage durant lequel les participants racontent tour à tour leurs parcours ou des anecdotes qui se réinscrivent, d'année en année, dans la mémoire portée par MER 82.

La vérité incarnée du dernier témoin

Enfin, parmi les points majeurs qui participent à cette (ré)écriture de l'histoire, la présence des derniers témoins prend une valeur particulièrement forte. Si « dire dans le présent l'espace du passé, c'est aussi participer à la réhabilitation du souvenir des victimes » (Joly, 2009 : 122), la personnification des événements et l'exemplification des souffrances endurées par une personne bien vivante permettent de créer la continuité entre hier et aujourd'hui, tant par la filiation que par la similitude des combats menés et à mener.

À l'image des années précédentes, la commémoration de 2016 débute par un discours du président de MER 82. Les participants se rassemblent sur une parcelle de terrain, adossée à une église, où se trouvait une partie du camp. Le lopin de terre, entouré de barbelés, accueille trois plaques : l'une mémorielle, les deux autres témoignant des conditions de vie. Elles ont été financées par la municipalité de Septfonds en 1996 et 1998 (Zorzin, 2000). Un baraquement a été reconstruit afin de témoigner des conditions de vie des internés. Il abrite une exposition permanente de photographies ainsi que le nom de certaines des personnes passées par le camp.

Le président de MER 82 raconte succinctement l'histoire du lieu et souligne la présence parmi nous d'un homme qui est passé par le camp de Judes. Celui-ci participe à toutes les actions organisées par MER 82 ou le CIIMER : hommage du 8 mai au cimetière des Espagnols, journées du patrimoine en septembre,

jours du CIIMER en novembre et marche de MER 82 en mars. Interné dans le camp, il a été déclaré contagieux par le médecin, et a donc échappé au travail forcé dans les compagnies de travailleurs étrangers (CTE) et probablement aussi à la déportation. La même anecdote est racontée par le président de MER 82 tous les ans lors de l'hommage, en présence du protagoniste, mais aussi lors des pique-niques et *charlas* (causeries) organisés tant par MER 82 que par le CIIMER. Sur le seul baraquement reconstitué est peint le numéro 34, celui du baraquement des « contagieux » où était hébergé le dernier représentant de la génération ayant connu le camp. Il a été reconstruit et inauguré en 2008 en hommage à un parcours singulier, aujourd'hui connu de tous les participants à la marche. À travers lui, c'est l'ensemble des anonymes qui est célébré. Leurs souffrances, leur quotidien difficile et l'exemplarité de leurs parcours sont honorés par les militants mémoriels présents.

Cet argument de la « loyauté » envers les parents, qu'il s'agisse d'une lignée généalogique ou d'un ensemble de parents symboliques, est constamment rappelé. Le respect des derniers témoins, de leur vécu, de la vérité de leurs propos et de leur histoire tels qu'ils sont désormais portés par leurs héritiers est un argument essentiel pour le groupe.

Une histoire mais de quelle guerre ?

Il nous faut revenir au point d'achoppement majeur. Il concerne la qualification de la guerre elle-même. Les arguments présentés par les militants associatifs répondent à la volonté de mettre en lumière la participation des puissances de l'Axe, contribuant à une internationalisation du conflit. Leur discours inclut également la non-intervention des deux grandes démocraties, la France et la Grande-Bretagne, et le fait que Franco ait pu se revendiquer comme seul vainqueur.

En effet, depuis une dizaine d'années, les militants de la mémoire publient des ouvrages et communiquent au grand public les résultats de leurs recherches. Progressivement, ils parviennent à donner plus d'audience à leurs positions. La seconde intervention de la journée du 25 avril 2015, intitulée « Guerre d'Espagne 1936-1939 : une guerre pas si civile qu'on le dit ! Pourquoi ? » est l'adaptation d'une présentation réalisée à Madrid en avril 2014, lors d'un congrès organisé par l'université Complutense à l'occasion du « soixante-quinzième anniversaire de la guerre civile espagnole ». Dans son introduction, l'orateur précise que l'intitulé même du congrès doit être remis en question : « Il était piquant que ce congrès d'histoire, [...] où il y a beaucoup de gens qui sont de grande qualité sur le plan de leurs filières ou disciplines, en histoire, choisissent ce titre qui, comme je vais essayer de le montrer brièvement, paraît incorrect. ». L'intervenant n'est autre que l'ancien président du comité de pilotage du CIIMER, qui, en bon militant, s'est inséré dans une manifestation du milieu académique, s'en est approprié les outils pour faire entendre la voix et les revendications des « historiens associatifs » aux chercheurs professionnels.

L'expression guerre d'Espagne remet en cause un ensemble terminologique plus large. Les termes permettant de qualifier « les deux camps » (expression elle-même réfutée) sont eux aussi retravaillés par les historiens militants mémoriels :

« En ce qui concerne l'aspect *nacional*, par rapport à la définition du dictionnaire, est-ce que les républicains n'étaient pas natifs d'Espagne, dans

la plupart des cas ? Si ! [...] Donc le mot *nacional* ne les discrimine pas. Si les uns sont des nationaux, les autres, ils étaient quoi alors ? Des antinationaux, des négations du national ? Sur le plan logique, c'est comme ça qu'il faut raisonner. [...] Les nationaux, ils se sont appelés nationaux, libre à eux dans les conditions de la guerre mais est-on obligés [d'utiliser] leur propre appellation sans esprit critique ? [...] On doit l'enseigner mais on doit le critiquer ».

Est mise en cause la terminologie dominante de l'historiographie et des termes alternatifs sont proposés que les historiens militants mémoriels jugent plus à même de caractériser l'expérience de leurs aïeux. Toutefois, la réception de cet appareillage terminologique est loin d'être unanime parmi les membres du regroupement. Au sein du CIIMER, certains privilégient le terme « guerre civile », sans refuser l'expression « guerre d'Espagne ». Ils justifient leur préférence par l'attachement au vécu familial et donnent, eux aussi, pour exemple la figure du père et de l'oncle, respectivement défenseur de la république et enrôlé dans les troupes franquistes.

Un ensemble de termes est préconisé par certains des militants de MER 82, du CIIMER ou des associations adhérentes : « antirépublicains » et non « nationaux », « camps de concentration » et non « camps d'internement », « guerre d'Espagne » et non « guerre civile espagnole²⁰ ». En filigrane, la question de la relation entre mémoire et histoire affleure et ouvre à deux formes de légitimation des postures en présence.

C'est bien leur légitimité à participer à l'écriture de l'histoire que revendiquent certains descendants, comme en témoignent les exemples précédents. Ils entrent en confrontation avec l'histoire officielle, telle qu'elle est aujourd'hui présentée, mais aussi avec les historiens universitaires dont ils contestent jusqu'au professionnalisme. Ainsi, le président de MER 82 reproche-t-il aux universitaires un manque d'investissement dans leurs recherches : « Nous, c'est comme nos pères, on considère que l'histoire, c'est comme la terre : 'Elle appartient à ceux qui la travaillent !' Donc, travaillez-la ! » (24 avril 2013). En réactivant sur le terrain de l'écriture de l'histoire une lutte menée par les aïeux durant la République et pendant la guerre, la fidélité à la mémoire et au vécu s'affirme. L'héritage d'idéologies politiques anciennes se mêle aux revendications présentes, alors que la méthode et la neutralité des universitaires sont parfois remises en question.

De son côté, lors d'un entretien, le président de PMA précise ses choix terminologiques : « On sait bien que cette guerre civile est devenue très vite une guerre internationale, bien sûr. Mais enfin, au départ, elle avait cette dimension, cette nature, et quand même elle l'a gardée, on ne peut le nier. Alors il y a cette espèce de volonté de réécrire l'histoire, de l'instrumentaliser, et qu'on ne peut pas accepter ! » (28 novembre 2013). Il se positionne en historien et refuse d'interférer sur le registre politique, tout en revendiquant une liberté dans l'exercice de son travail : « Il y a un refus qu'il y ait une liberté de faire de la recherche historique. [...] Oui, l'historien a le droit, éventuellement, de renommer son objet, s'il le dit à un moment » (28 novembre 2013).

²⁰ Pour une réflexion sur la notion de guerre civile, voir, entre autres, Martin, 1995 et Aróstegui et Godicheau, 2006.

L'histoire en tant que discipline de recherche est un processus en constante évolution. Pour reprendre les termes d'Antoine Prost : « Pas plus que la liste des faits, celle des questions ne saurait être close : il faudra toujours réécrire l'histoire » (Prost, 1996 : 84).

Il s'agissait dans cette étude de montrer que ce processus n'était pas le seul apanage des historiens professionnels. Nous pouvons légitimement nous interroger sur les aspects mémoriels de la démarche des historiens universitaires mais aussi, comme nous venons de l'esquisser dans ces pages, sur les modalités d'une production d'histoire par des militants de la mémoire. Ces derniers sont soucieux d'intervenir dans le débat public au nom d'une vérité qui, par fidélité au vécu des combattants d'hier, doit corriger ce qui est perçu comme une injustice.

Références bibliographiques

Aróstegui J. et Godicheau Fr. (eds.),

2006, *Guerra civil. Mito y memoria*, Madrid, Casa de Velázquez.

Bloch M.,

1995, « Mémoire autobiographique et mémoire du passé éloigné », *Enquête*, 2 : 59-76.

Joly M.,

2009, « Guerre civile, violences et mémoires : retour des victimes et des émotions collectives dans la société espagnole contemporaine », in Capdevila L. et Langue F. (dir.), *Entre mémoire collective et histoire officielle. L'histoire du temps présent en Amérique latine*, Rennes, PUR : 113-125.

Lavabre M.-C.,

2000, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, 1/7 : 48-57.

Ledoux S.,

2017, « La mémoire, mauvais objet de l'historien ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 133/1 : 113-128.

Martin J.-C. (dir.),

1995, *La guerre civile entre histoire et mémoire*, Nantes, Ouest éditions.

Martin J.-C.,

2000, « Histoire, mémoire et oubli pour un autre régime d'historicité », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 47/4 : 783-804.

Moulinié V. et Sagnes S.,

2011, *Des exilés politiques aux vaincus magnifiques : mémoire des républicains espagnols (février 1939)*, Carcassonne, GARAE.

Nora P.,

1978, « Mémoire collective » in Chartier R. (et al.), *La nouvelle histoire*, Paris, Retz-CEPL : 398-401.

Prost A.,

1996, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil.

Richard É. et Vorms C. (dir.),

2015, « Histoire et conflits de mémoire en Espagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 127/3.

Zorzin S.,

2000, *Le camp de Septfonds (Tarn-et-Garonne) : Soixante ans d'histoire et de mémoires (1939-1999)*, Bordeaux, Institut d'études politiques, Mémoire de recherche sous la direction de Jean Petaux.